

Une grosse augmentation pour les députés

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Quand des politiciens fédéraux et provinciaux et des bureaucrates non élus vous disent que « . . . nous sommes tous dans le même bateau », vous devez vous demander ce qu'ils veulent dire par là. Apparemment, cela ne veut pas dire - alors que les entreprises à travers le pays sont fermées et que les employés sont renvoyés chez eux - que les députés, les membres des assemblées législatives, les Premiers Ministres et les agents de santé publique se serrent la ceinture, coupent leurs propres salaires et réduisent leur propre empreinte économique. Ils peuvent simplement vouloir dire que nous respirons tous le même air, lisons les mêmes journaux et vivons dans le même pays. Ce sentiment ne fait rien pour encourager les chômeurs, ceux qui sont exclus des entreprises et des églises. Après tout, ceux qui offrent les platitudes tirent toujours un chèque de paie complet et n'ont pas vraiment ressenti le pincement.

En fait, le 1er avril 2021, les députés d'Ottawa ont reçu une augmentation de salaire automatique de 3 200 \$.¹ Quand je dis « automatique », je veux dire que l'augmentation de salaire a été préétablie par un projet de loi adopté à la Chambre en 2005. Apparemment, le taux de rémunération de base actuel - 182 600 \$ pour un député d'arrière-ban - ne suffit pas? Je sais que de nombreux propriétaires de petites entreprises et employés au taux horaires en difficulté aimeraient avoir un revenu annuel comme celui-là. Statistique Canada rapporte la perte de 700 000 emplois au cours de la dernière année.² Pourquoi les députés et les membres des assemblées législatives ne devraient-ils pas partager au moins un montant symbolique du coût de ces confinements alors que ceux qui paient les salaires des députés³ sont financièrement écrasés par le chômage obligatoire? Sommes-nous « tous dans le même bateau » ou non?

Il semble que de nombreux politiciens - et autres employés du gouvernement dont les chèques de paie continuent de venir régulièrement malgré le COVID - ne comprennent tout simplement pas l'impact que la fermeture d'entreprises, d'églises et d'écoles a eu sur le reste de la société. De nombreux Canadiens ont été dévastés financièrement. Leurs interactions normales avec leurs familles et leurs communautés confessionnelles leur ont été refusées, et ceux qui rédigent et appliquent les ordonnances de santé publique semblent être devenus sourds.

Remontez deux ans en arrière. Pouvez-vous imaginer un propriétaire d'entreprise qui ferme son entreprise pendant quelques semaines? Pour beaucoup, ce serait la fin de leurs affaires. Les confinements imposés par nos gouvernements pendant cette crise ont duré des mois avec peu de signes de ralentissement de sitôt. Il n'existe tout simplement pas le genre de marge bénéficiaire dans la plupart des petites entreprises pour pouvoir survivre pendant une période prolongée sans revenus de vente.

Non seulement les gouvernements fédéral et provinciaux ont jeté des obstacles inacceptables sur le chemin des hommes d'affaires et des travailleurs au taux horaires, mais aussi le niveau des dépenses fédérales et provinciales a grimpé en flèche à des niveaux inouï et incroyables. Alors que ceux qui reçoivent leurs chèques du PCU sont évidemment reconnaissants pour les mesures provisoires visant à reporter la faillite et les saisies, la plupart des gens se rendent compte que l'ajout de près de 400 milliards de dollars à la dette nationale en un an est une recette pour un désastre à l'avenir. La dette fédérale du Canada dépassant désormais mille milliards de dollars, les frais supplémentaires de service de la dette et de remboursement feront l'une des trois choses suivantes:

- Réduire notre capacité à fournir des services,
- Forcer une augmentation soudaine et douloureuse des impôts,

- Laisser une montagne de fardeau de la dette aux générations futures,

. . . ou peut-être les trois.

Mais le pire est encore à venir. À chaque indication, les autorités prévoient de continuer à dépenser vos impôts et tout ce qu'ils peuvent emprunter. . . pour fournir un soulagement douteux à court terme tout en maintenant les moteurs économiques du Canada au point mort. Partout dans le monde, les prix du pétrole augmentent lentement, mais les projets d'oléoduc du Canada sont en ruine, de sorte que nous ne sommes pas en mesure de récolter les fruits de cette augmentation. D'innombrables restaurants et services sont morts ou mourants, et, peut-être plus important encore, la volonté et le désir naturels des jeunes en bonne santé de subvenir aux besoins de leur famille sont contrecarrés et sapés.

L'inflation commence également à faire des ravages. Le coût de l'épicerie est peut-être l'endroit où nous le remarquons en premier, mais la montée en flèche du coût du logement et des matériaux de construction est un autre symptôme majeur. Les augmentations des taxes sur le carbone augmenteront inévitablement le coût de chaque bien et service que nous utilisons. Les familles et les gouvernements à tous les niveaux ont bénéficié de niveaux d'intérêt extrêmement bas au cours des dernières décennies, mais rien ne garantit que ces niveaux se maintiendront. Lorsque les taux d'intérêt augmenteront - comme ils le feront inévitablement -, un grand nombre de Canadiens seront pris au piège entre leurs prêts hypothécaires et un marché du travail précaire. Pas étonnant que la maladie mentale, la toxicomanie et les suicides augmentent.

Pendant ce temps, les rares recettes fiscales sont utilisées de manière insensée et nuisible. Nous voyons des nuées de policiers se déployer - à pied, à bicyclette, à cheval et dans des croiseurs - pour infliger de lourdes amendes, arrêter et intimider les pasteurs et installer des clôtures pour empêcher les gens d'aller à l'église; c'est non seulement profondément offensant, mais aussi un gaspillage de ressources précieuses pour l'application des lois à un moment où nous pouvons le moins nous le permettre. Chaque heure que les forces de police passent à appliquer ces décrets de santé publique est une heure non consacrée à enquêter sur de vrais crimes.

Les dommages économiques des mesures de confinement inutiles et stupides du COVID seront avec nous pendant longtemps. Il est cynique et égoïste que les députés permettent tranquillement à leurs augmentations automatiques de salaire de se poursuivre alors que leurs électeurs subissent un revers économique paralysant. Je suis d'accord avec la Fédération canadienne des contribuables, qui exhorte les députés non seulement à mettre fin à leur augmentation automatique de salaire, mais aussi à réduire leurs salaires de 15%.⁴ Les Premiers Ministres et les agents de santé publique provinciaux devraient faire de même. Si nous sommes vraiment tous dans le même bateau, les élus pour nous représenter à Ottawa et dans les capitales provinciales devraient être prêts à donner l'exemple. Cela pourrait être une bonne incitation pour eux à relancer l'économie canadienne.

Pour un parti politique tourné vers l'avenir dans le respect du passé et axé sur des valeurs morales et économiques responsables, rejoignez le PHC.⁵

Notes de bas de page

¹ www.taxpayer.com/newsroom/taxpayers-federation-slams-april-1-mp-pay-hike

² thepostmillennial.com/mps-receiving-raises-of-up-to-6-400

³ www.jobillico.com/blog/en/the-average-canadian-salary-in-2020/

⁴ www.taxpayer.com/en/open-letter-to-finance-minister-chrystia-freeland

⁵ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Ce Communiqué peut être copié